HAL open science

Usages d'un dispositif public transféré : la participation dans le grand ensemble de Marzahn à Berlin (2000-2005)

Cécile Cuny

▶ **To cite this version:**

Cécile Cuny. Usages d'un dispositif public transféré : la participation dans le grand ensemble de Marzahn à Berlin (2000-2005). Susanna Magri, Sylvie Tissot. Explorer la ville contemporaine par les transferts, Presses universitaires de Lyon, 2017. hal-01697348

HAL Id: hal-01697348

https://hal.science/hal-01697348

Submitted on 23 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Usages d'un dispositif public transféré : la participation dans le grand ensemble de Marzahn à Berlin (2000-2005)

Cécile Cuny

La ville de Berlin dispose d'une expérience déjà ancienne d'implication des habitants dans les politiques de rénovation urbaine. Quelques expérimentations, limitées dans l'espace et le temps, ont été menées dans les années 1970 (Bernt, 2003). Dans les années 1980, un mouvement de squats qui s'opposait à la rénovation-démolition des quartiers anciens du centre de Berlin-Ouest a débouché sur la formulation et la reconnaissance institutionnelle de douze principes qui ont fait de la participation l'une des conditions essentielles de la « rénovation douce » (*behutsame Stadterneuerung*), c'est-à-dire d'une intervention publique sur le bâti ancien qui ne déstructure pas les sociétés locales (Bodenschatz, 1987). À la réunification, la question de la rénovation se pose à nouveau avec acuité au sujet des quartiers du centre, mais aussi des grands ensembles, de l'ancien « Berlin-Est, capitale de la RDA[1] ». Durant les quarante années de socialisme, la priorité avait en effet été donnée à des urbanisations nouvelles en périphérie, de sorte que le tissu ancien se trouve, au début des années 1990, dans un état particulièrement dégradé (Rietdorf, 1997). À la même époque, les grands ensembles, bien qu'ils soient de facture plus récente, présentent des défauts de construction et d'aménagement sur lesquels l'administration berlinoise décide d'intervenir afin de « préserver la mixité sociale » mais aussi de répondre à un déficit d'environ 100 000 logements à l'échelle de la ville (Schümer-Strucksberg, 1997). Dans ce contexte, plusieurs auteurs allemands ont montré que les fonds, les outils et les acteurs de la « rénovation douce » ont été transférés de la partie occidentale vers la partie orientale de la ville. Par rapport aux années 1980, la rénovation douce se fait cependant dans des conditions où les ressources publiques diminuent, du fait de la disparition d'un ensemble de subventions liées au statut particulier de Berlin durant la guerre froide et de transformations socio-économiques qui pèsent sur les recettes fiscales et les dépenses sociales. Le poids des intérêts privés devient ainsi plus important et la participation des habitants plus individualisée et plus formelle (Bernt 2003 ; Häussermann, Holm & Zunzer, 2002).

Toutefois, les résultats de ces analyses, produits à partir d'enquêtes sur les centres urbains, ne peuvent être généralisés aux grands ensembles. Tout d'abord, les transferts dont ces derniers font l'objet concernent d'autres réseaux de professionnels que ceux qui sont issus de la rénovation douce des années 1980 (Cuny, 2010). Ensuite, les grands ensembles ne se différencient pas seulement du tissu ancien du centre par leur forme urbaine mais aussi par leur histoire et par leur peuplement. Les habitants des grands ensembles est-berlinois n'ont donc pas connu les mêmes expériences de participation ni le

---

[1] « Berlin, Hauptstadt der DDR » : Cette dénomination se rencontre dans l'ensemble des documents officiels du SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschland*), le parti au pouvoir durant la période socialiste, et qui concernent le développement économique ou urbain de Berlin.

même type de trajectoire sociale, professionnelle et résidentielle que ceux du centre pendant la période socialiste. La façon dont ils s'approprient les dispositifs participatifs mis en place après la réunification a donc toute chance d'être différente de celle observée dans les quartiers de l'ancien centre de Berlin-Est. Ma contribution examine les conditions de cette appropriation à partir des trajectoires de deux habitants du quartier nord de Marzahn, un grand ensemble construit à la périphérie de Berlin-Est durant la dernière décennie de la période socialiste.

C'est donc moins le processus de transfert des procédures visant à impliquer les habitants dans la transformation de leur espace résidentiel que celui de leur réception à Marzahn qui est considéré ici. Sera analysée, plus particulièrement, la relation entre, d'une part, les trajectoires militantes de ces habitants et, d'autre part, la manière dont ils investissent les dispositifs participatifs mis en place dans leur quartier au début des années 2000[2]. J'ai volontairement choisi deux cas singuliers mais contrastés. Le premier concerne un ouvrier qualifié dont la socialisation politique s'est faite dans les années 1980, à un moment où les organisations de masse socialistes perdent en importance et en influence. À l'opposé, le second correspond à un ancien journaliste d'origine ouvrière, communiste convaincu socialisé dans les années 1960, qui a pris ses distances avec le parti néocommuniste après la réunification. Si les deux individus considérés se distinguent du point de vue de leur socialisation politique pendant la période socialiste, ils se ressemblent en ce qui concerne leur trajectoire résidentielle et sociale après la réunification : au moment de l'enquête, tous deux sont au chômage de longue durée et ont accédé à leur logement pendant la période socialiste. Cette méthode d'analyse, qui allie comparaison et « pensée par cas » (Passeron & Revel, 2005), permet de décrire les mécanismes de politisation ou de réaffiliation politique[3] à l'œuvre dans des dispositifs qui sont pourtant conçus pour individualiser les prises de parole. Ma démarche aborde ainsi la participation moins comme une technique de gouvernement que comme un espace d'action construit par ceux qui s'y impliquent. J'ai reconstitué les deux trajectoires, analysées *a posteriori*, à partir d'entretiens rétrospectifs et de documents d'archive publics[4]. Avant de les analyser en détail, je présenterai brièvement le contexte social et urbain dans lequel ces trajectoires s'inscrivent ainsi que les objectifs des dispositifs participatifs considérés.

La participation à Marzahn au début des années 2000 : la valorisation des citoyens « ordinaires » dans un quartier socialement et symboliquement

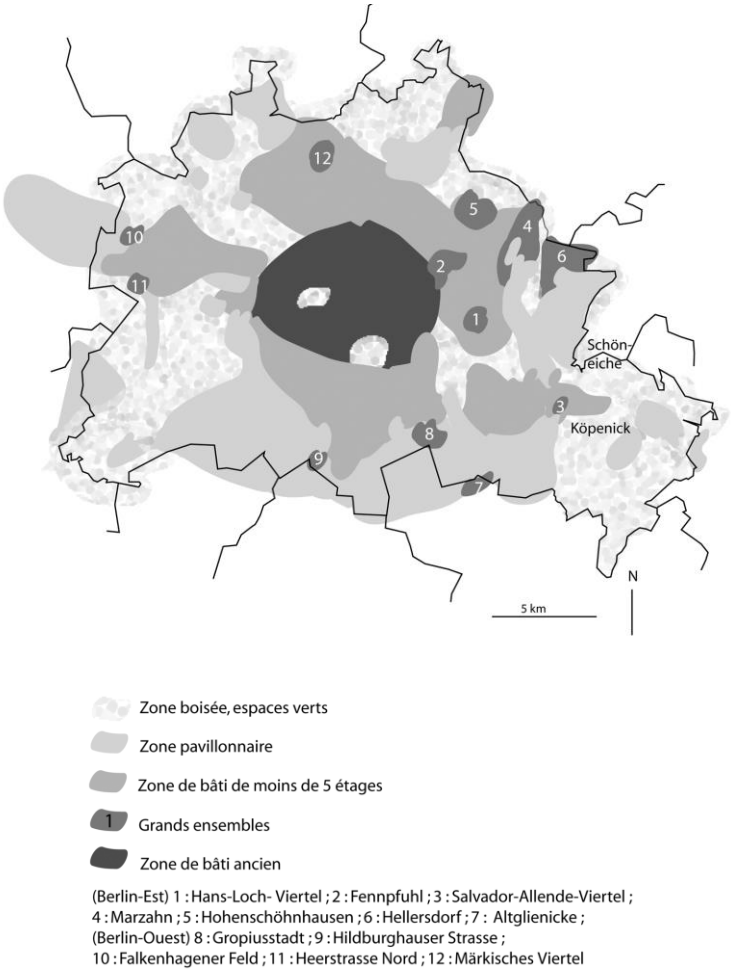
[2] Ces processus ont été étudiés dans un ouvrage, issu de ma thèse, qui envisage les transformations d'ensemble de Marzahn après la réunification (Cuny, 2014). Je reprends ici cette analyse, en l'approfondissant, sur deux cas individuels de réappropriation.

[3] Je définis la politisation comme le processus par lequel une personne constitue une affaire privée en un problème public, c'est-à-dire en une question redevable d'une action politique. L'affiliation politique correspond aux « formes d'appartenances matérielles et symboliques [...] à un ensemble relativement structuré d'institutions, de représentations et d'interactions » (Bacqué & Sintomer, 2001, p. 219).

[4] Ces données sont issues d'une enquête ethnographique menée entre 2005 et 2007 dans le quartier nord du grand ensemble de Marzahn (Cuny, 2014).

dévalorisé

L'histoire du grand ensemble de Marzahn est d'abord liée à celle de « Berlin-Est, capitale de la RDA ». La construction de Marzahn marque en effet un tournant dans l'histoire urbaine est-allemande. Dans les années 1960, la priorité avait été donnée à des urbanisations nouvelles dans des régions où le régime implantait de nouvelles industries. À partir du milieu des années 1970, dans le contexte de la détente des rapports Est-Ouest et de l'arrivée au pouvoir de Erich Honecker[5], Berlin-Est est appelé à devenir la vitrine du « socialisme réellement existant » et Marzahn correspond à un projet emblématique du régime, qui programme et réalise 60 000 nouveaux logements à la périphérie nord-est de la ville tout au long des années 1980[6] (figure 1).



[5] Erich Honecker prend la tête du SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands), le parti au pouvoir pendant les quarante ans de dictature socialiste en RDA, après la mise à l'écart de Walter Ulbricht en 1971. En 1973, il lance un vaste programme destiné à fournir un logement moderne à chaque citoyen est-allemand à l'horizon d'une quinzaine d'années.

[6] Marzahn est le seul grand ensemble de plus de 50 000 logements recensé en Allemagne de l'Est lors de la réunification. Les autres grands ensembles parmi les plus importants de RDA comptent entre 30 000 et 50 000 logements. À Berlin-Est, il s'agit de Hellersdorf (42 000 logements) et Hohenschönhausen (37 000) construits à peu près au même moment que Marzahn.

Figure 1. Schéma de la structure résidentielle de Berlin à la fin des années 1990.

Carte : Cécile Cuny ; données : Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, 2000.

D'après les données du recensement de 1989, au moment de la chute du mur de Berlin, 39 % de la population active de Marzahn travaille dans l'industrie contre 43 % dans les administrations et les services (Statistisches Amt der Stadt Berlin, 1990). Ces chiffres distinguent cet espace à la fois des quartiers centraux de Berlin-Est, qui comptent davantage de salariés dans le secteur du commerce, et des autres grands ensembles est-allemands, où les salariés du secteur industriel sont majoritaires (Kahl, 2003 ; Keller, 2005). Le profil de Berlin-Est est en effet beaucoup moins industriel que celui des autres villes de RDA, en raison de ses fonctions politiques et administratives. Du fait des politiques de développement économique menées dans les années 1980, la construction des grands ensembles absorbe aussi des flux importants de main-d'œuvre, le plus souvent qualifiée, en provenance de l'ensemble de la RDA, et qui y est logée en priorité (Cuny, 2014).

Cette mixité sociale relative évolue après la réunification. Pendant les années 1990, les observateurs décrivent un processus de dévalorisation en chaîne qui transforme le grand ensemble de Marzahn, autrefois socialement valorisant et valorisé, en un lieu de relégation sociale stigmatisé par les médias : le départ des couches moyennes vers la périphérie brandebourgeoise, associé aux effets de la désindustrialisation sur le marché de l'emploi local et régional, modifie la composition du peuplement et les représentations associées au grand ensemble. Cette évolution est renforcée par la privatisation et la rénovation sélective du parc immobilier et conduit au départ des couches intermédiaires (Häussemann & Kapphan, 2000 ; Hannemann, 2001). Au début des années 2000, le quartier nord de Marzahn est ainsi concerné, avec quatorze autres quartiers berlinois, par le programme fédéral « Ville sociale » (*Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf: die Soziale Stadt*) qui vise à lutter contre les effets de la ségrégation dans les grandes villes allemandes. Ce programme combine des interventions légères sur le bâti avec des projets socioculturels impliquant les habitants (figure 2). C'est dans le cadre de ce programme que sont mis en place, au début des années 2000, les dispositifs participatifs sur lesquels porte mon analyse (voir l'encadré ci-après).

Figure 2. : Fresque réalisée dans le cadre du programme « ville vociale » dans le quartier nord de Marzahn, 2003.

Source : Cécile Cuny.

Les dispositifs participatifs mis en place dans le cadre du programme « Ville sociale » dans le nord de Marzahn, entre 2000 et 2005

La participation dans le cadre du programme « Ville sociale » dans le quartier nord de Marzahn se fait par le biais de plusieurs instances aux fonctions différentes. Les conférences de quartier sont des assemblées thématiques auxquelles l'ensemble des habitants est convié par voie de presse, d'affichage et de tracts distribués dans les boîtes aux lettres. Leur fréquence varie en fonction des circonstances, leur fonction est de mobiliser ponctuellement le plus grand nombre d'habitants. L'installation de l'équipe de professionnels chargée de piloter le programme à l'échelle du quartier s'est accompagnée d'une première conférence de ce type intitulée « *Marzahn NordWest – den Stadtteil neu sehen und mitgestalten*[7] » et organisée en avril 2000. À cette occasion, le conseil des habitants (*Bewohnerbeirat*) et le forum libre des *Aussiedler* (*Freies Forum der Aussiedler*) ont été créés à partir de la mobilisation de quelques participants. Ces deux instances fonctionnent sur la base du volontariat et sont ouvertes à tous les habitants du quartier, la seconde ciblant davantage la population des *Aussiedler*[8]. Elles proposent des réunions mensuelles centrées sur des thématiques

[7] « Marzahn NordWest – voir le quartier autrement et participer à sa transformation ».

[8] Ces migrants de l'ancienne Union soviétique se sont installés en Allemagne dans les années 1990 à la faveur d'une réglementation du droit de la nationalité qui permet aux descendants d'anciens émigrés allemands vers la Russie et les territoires de Prusse

choisies par les participants et les professionnels en charge du programme. À ces instances s'ajoute un fonds de quartier doté d'un budget annuel de 15 000 euros permettant de financer des animations locales (fêtes de quartier, journées portes ouvertes, fêtes d'immeubles). Ce fonds est géré par des bénévoles investis dans les associations locales, d'habitants élus par le conseil des habitants et d'un représentant de l'administration de l'arrondissement. Enfin, le jury citoyen (*Bürgerjury*) était un dispositif mis en place entre 2001 et 2003. Il était chargé d'allouer une enveloppe spéciale de 500 000 euros à des projets de développement locaux. Il était composé pour 49 % de représentants d'associations locales (*freie Träger*) et pour 51 % d'habitants tirés au sort dans le registre municipal. Après épuisement de l'enveloppe, celle-ci n'a pas été renouvelée, ce qui a entrainé la disparition du jury. Dans certains quartiers, les jurés volontaires ont toutefois été intégrés à des dispositifs plus pérennes.

Ces dispositifs interviennent dans une histoire déjà longue de la participation à Marzahn. Pendant la période socialiste, plusieurs types de structure, sur lesquelles je reviendrai, visaient à associer les habitants à la gestion des espaces communs. Dans les années 1990, un débat public a accompagné l'élaboration puis la mise en œuvre du programme de rénovation du grand ensemble de Marzahn. Ce dernier reposait sur les mêmes méthodes, représentations et réseaux de professionnels que les programmes qui avaient été menés dans les grands ensembles ouest-berlinois durant les années 1980 (Cuny, 2010). Les dispositifs participatifs mis en place dans le cadre du programme « Ville sociale » au début des années 2000 mobilisent à nouveau ces réseaux professionnels. Leur nouveauté tient donc davantage à l'évolution du contexte institutionnel dans lesquels ils s'inscrivent qu'au profil des professionnels chargés de les animer. La mise en œuvre du programme « Ville sociale » dans les quartiers ciblés repose en effet sur un nouveau modèle d'intervention, le management de quartier. Il mobilise une série d'outils de coordination intersectorielle et de gestion par projets, qui se sont diffusés dans les administrations locales allemandes durant les années 1990 (Lozac'h, 2008). La participation en fait partie, ce qui change son sens par rapport aux principes de la rénovation douce. Dans ce dernier cadre, elle visait à protéger les habitants contre les intérêts des grandes sociétés immobilières locales, auxquelles profitaient les programmes de démolition-reconstruction dans le centre-ville (Häussermann, Holm & Zunzer, 2002). Le dispositif du management de quartier considère davantage les habitants comme des partenaires auxquels les pouvoirs publics reconnaissent une expertise propre – qui se limite toutefois au « savoir d'usage » (Sintomer, 2008). Il s'agit de les mobiliser aux côtés des autres parties intéressées par le développement urbain, économique et social du quartier. Si, de manière plus concrète, les professionnels réinvestissent des méthodes déjà connues – les conférences de quartier, les conseils d'habitants et les diagnostics en marchant –, ou mobilisent des dispositifs plus originaux comme les jurys de citoyens tirés au sort (Röcke & Sintomer, 2005), on observe surtout, par rapport aux expériences précédentes, la valorisation de citoyens que les spécialistes de la participation qualifient d' « ordinaires », dans la mesure où les personnes

---

orientale (*Ostgebiete*) d'obtenir la nationalité allemande en vertu de leur « appartenance au peuple allemand » (*Volksangehörigkeit*).

considérées sont sollicitées par les pouvoirs publics pour prendre publiquement la parole sans pour autant représenter une association ou une organisation locales (figure 3).

Cependant, les deux trajectoires que je vais analyser montrent que, dans le contexte singulier du grand ensemble de Marzahn, cette manière de faire participer les habitants offre des espaces de prise de parole qui vont servir de support à la constitution de nouveaux collectifs. Loin d'individualisercette prise de parole, elle conduit en effet des habitants, au départ peu politisés ou en rupture avec des formes plus traditionnelles d'action politique, à renouer avec cette dernière. On verra que ce résultat s'explique par les principes hérités de la socialisation politique pendant la période socialiste, à partir desquels les personnes considérées évaluent leur propre trajectoire et les possibilités d'action offertes par les nouveaux dispositifs mis en place.

La politisation d'un citoyen « ordinaire »

Durant l'année 2000, Jörg Bischof[9] participe aux premières réunions du conseil des habitants puis du jury citoyen du quartier nord de Marzahn. Dans l'entretien que je mène avec lui, il me présente en ces termes les circonstances dans lesquelles il participe à ces réunions :

> Cécile Cuny – Peut-être pourrions-nous commencer par là : quand et comment est-ce que ça a commencé avec…
> Jörg – Le bénévolat [*das Ehrenamtliche*].
> Cécile C. – Oui.
> Jörg – Je m'investissais déjà dans le domaine du foot pendant la période socialiste. […] Et en 2000 […], j'ai appris par hasard qu'il y avait une agence du quartier là-haut. Alors je me suis dit, je vais aller écouter ce qui s'y raconte.
> Cécile C. – Et quel était ce hasard ?
> Jörg – Ce hasard, c'était qu'un de mes voisins m'a dit : « il y en a là-bas qui se rencontrent, là-bas tu peux aussi faire des discours et t'énerver ». À l'époque, il était question, il était déjà question de la rénovation, parce que personne au Senat[10], au niveau de l'arrondissement, ne t'écoutait, quand tu venais les voir en tant que simple citoyen. Et là le gars m'a dit « va donc là-haut, ils sont du Sénat et ils rencontrent les citoyens ». Alors j'y suis allé.
> Cécile C. – Et quel était ton problème ?
> Jörg – Avec l'immeuble, j'avais un problème avec l'immeuble, et comme aucune décision n'était prise, j'y suis allé. (Entretien du 16 décembre 2005, traduction de l'auteure.)

Le premier motif invoqué par Jörg Bischof pour justifier sa participation aux réunions du conseil des habitants est personnel : depuis quelques mois, la société immobilière municipale n'intervient plus dans son immeuble alors qu'il subit plusieurs dégâts des eaux (entretien du 16 décembre 2006). Or prendre la parole dans un conseil d'habitants constitue une forme étonnante de recours pour faire face à ce type de problème. Confrontées à une situation similaire, d'autres personnes rencontrées au cours de mon

---

[9] Le nom des habitants cités a été modifié afin de préserver leur anonymat.

[10] Berlin est une ville-État depuis 1920. Le pouvoir exécutif y est assuré par un Sénat et le pouvoir législatif par une assemblée parlementaire. Leurs compétences s'exerçant à la fois à l'échelon du *Land* et de la commune, les sénateurs remplissent donc les fonctions de ministres et de chefs des services administratifs municipaux et les parlementaires, celles de députés et de conseillers municipaux.

enquête, pourtant très investies dans la vie publique du quartier, ont fait le choix de déménager. De plus, dans le contexte d'un espace public où les prises de parole sont soumises à une grammaire du bien commun (Trom, 2001), Jörg s'expose au risque de voir son engagement disqualifié en le justifiant par la défense d'un intérêt personnel. Ce registre de justification peut ainsi s'interpréter comme un héritage de la « culture de la plainte » (*culture of complaint*) qui caractérise, selon Mary Fulbrook, les formes de participation de la dernière décennie de la période socialiste (Fulbrook, 2005). Jörg Bischof a en effet effectué l'essentiel de sa socialisation primaire et secondaire dans les années 1970 et 1980. Or, par rapport aux décennies précédentes, celles-ci sont marquées par un processus d'individualisation des formes de participation et de protestation : les canaux privilégiés pour exprimer son mécontentement ou pour contribuer au projet socialiste ne sont plus les activités effectuées au sein des organisations de masse, mais plutôt les lettres individuelles de réclamation (*Eingabe*) adressées aux autorités. De même, face aux problèmes sociaux qui marquent les années 1980, très peu de citoyens est-allemands s'investissent dans les mouvements d'opposition qui contribuent à la chute du régime (Fulbrook, 2005, p. 269-288). Comme l'a analysé Albert Hirschman, la grande majorité trouve une solution individualisée à ses problèmes en franchissant le rideau de fer devenu poreux pendant l'été 1989 (Hirschman, 1995).

Ce type de pratiques n'est pas inconnu de Jörg, qui obtient son logement à Marzahn en 1988, après avoir écrit une lettre de réclamation au secrétariat d'Erich Honecker (entretien du 16 janvier 2006). Lorsque je lui demande s'il participait aux activités de l'organisation des pionniers ou de la section syndicale de son entreprise pendant la période socialiste, il répond par l'affirmative tout en déniant à ces activités toute signification politique. Il leur oppose la tentative de fuite de son frère à l'Ouest, qu'il me présente comme un véritable acte de résistance ou, plus modestement, les quelques formes de protestation qu'il expérimente lui-même : porter le signe d'une marque occidentale ou le dessin du drapeau américain sur ses survêtements de sport (*ibid.*).

Cependant, cet héritage de la période socialiste ne suffit pas à expliquer la suite de son parcours : le management de quartier n'étant pas en mesure de satisfaire ses revendications, pourquoi rester ? Dans le second entretien que je mène avec lui, Jörg envisage plusieurs réponses, qui correspondent à des hypothèses habituellement retenues par la sociologie pour rendre compte de l'engagement individuel dans un parti ou une action collective : les rétributions symboliques de la participation à des activités publiques (« être au centre de l'attention du quartier »), la disponibilité biographique ou les frustrations de la vie privée (« maintenant que les enfants ont grandi, ils ont leurs propres centres d'intérêt, ma femme a son tricot et ses mots croisés, et moi, qu'est-ce que je fais ? »). Néanmoins, aucune d'entre elles ne semble épuiser la question (« en fait, je ne sais pas vraiment » – remarque-t-il ; *ibid.*). Le témoignage de Jörg, croisé avec les comptes rendus des réunions, met en évidence l'effet des délibérations auxquelles il prend part dès la première réunion :

> Jörg – La première fois au conseil des habitants, quand on est nouveau, d'abord on écoute et on regarde : mais qu'est-ce qu'ils racontent donc ? Et alors, on rentre chez soi et on commence par chercher à s'informer, parce qu'on est au courant de rien, sur la Wuhle[11] par exemple, combien il manque d'eau, etc.

[11] Nom d'une petite rivière qui coule le long du quartier, entre Marzahn et Hellersdorf. Elle est touchée par de nombreux problèmes de pollution.

> Cécile C. – C'est-à-dire, qu'est-ce que tu as fait ?
> Jörg – Je suis allé sur Internet, j'ai regardé, pour savoir de quoi ils parlaient exactement, parce que à l'époque, il n'y avait pas de journal de quartier. Et ensuite, on devient de moins en moins naïf parce qu'on y apprend vraiment des choses qui ne sont pas écrites dans le journal. (Entretien du 16 décembre 2005, traduction de l'auteure.)

Dans cet extrait d'entretien, Jörg décrit comment il mène l'enquête et relie sa situation personnelle à des problèmes plus généraux. Sur ce dernier point, les entretiens avec Jörg livrent cependant peu d'informations : qu'apprend-il de plus par rapport à ce que disent les journaux ? Comment s'opère la montée en généralité qui est au centre de tout processus de politisation ? Les comptes rendus des réunions du conseil livrent quelques pistes pour répondre à ces questions. Au moment où Jörg commence à fréquenter cette instance, deux conférences de locataires sont organisées afin de discuter avec les bailleurs et les représentants des services municipaux de l'aménagement d'une aire de parking et de la rénovation de trois immeubles du quartier. La première réunion à laquelle Jörg participe associe donc d'autres locataires du quartier qui formulent des plaintes similaires à la sienne. Dans le compte rendu, ces plaintes ne sont pas individualisées mais sont au contraire attribuées à la figure typifiée des « habitants », qui revendiquent un droit à l'information sur les projets d'aménagement ou de rénovation prévus[12]. Le compte rendu, rédigé par le manager de quartier qui anime les réunions, attribue ainsi une portée générale aux plaintes de ces trois participants. Il est peu probable que cette interprétation soit fidèle au registre dans lequel ces plaintes ont été formulées pendant la réunion. En effet, une telle situation supposerait des individus déjà politisés, ce qui n'était pas le cas de Jörg. Cependant, je formule l'hypothèse que le manager ne surinterprète pas la situation. D'après mon expérience des réunions du conseil des habitants entre 2005 et 2007, les plaintes individuelles ne sont habituellement pas consignées dans les comptes rendus, à moins qu'elles ne se soient inscrites dans une dynamique de montée en généralité. Celle-ci a pu emprunter deux voies. On peut d'abord imaginer que les plaignants ont bénéficié de points d'appui pendant la réunion : comme j'ai pu l'observer lors de plusieurs réunions du conseil, des membres davantage politisés, ou encore le manager qui anime la réunion, ont reformulé ces plaintes dans un registre adéquat. Mais on peut aussi considérer que leurs plaintes se sont étayées l'une l'autre jusqu'à former un point de vue commun. Cette dernière hypothèse n'est d'ailleurs pas exclusive de la précédente.

Quelle que soit la voie empruntée, la montée en généralité du discours de ces habitants consiste à imputer la responsabilité d'une situation personnelle à l'activité d'un agent (un bailleur, une chaîne de supermarchés) jusque-là invisible. Ce faisant, le problème est déconnecté de la personnalité singulière du plaignant et peut être étendu à d'autres personnes. C'est à cette double opération de « dévoilement » (imputation de responsabilités et identification d'autres victimes) que Jörg fait référence lorsqu'il décrit la façon dont il acquiert un regard plus critique sur son environnement au fil des réunions.

L'analyse de cette première trajectoire montre ainsi que le conseil des habitants a offert au début des années 2000 un contexte de socialisation politique pour des habitants d'abord

---

[12] Au sujet de l'aménagement de l'aire de parking, on lit par exemple : « Les habitants considèrent que le projet d'implantation de Lidl est particulièrement problématique. Un tel projet ne répondrait à aucun besoin dans le quartier ou sur le site concerné. » Ce jour-là, un riverain du projet siège, comme Jörg, pour la première fois au conseil des habitants (compte rendu de la réunion du conseil des habitants du 30 janvier 2001).

mus par des problèmes privés, comme Jörg Bischof. Les dispositifs participatifs mis en place dans le cadre du programme « Ville sociale », en valorisant des formes individualisées de participation, s'inscrivent ici dans la continuité des pratiques de protestation qui caractérisent la dernière décennie de la période socialiste. La participation aux débats engage toutefois les participants dans un travail d'enquête au terme duquel ils rattachent leur situation personnelle à un problème plus général, formulé en référence à un bien commun et à partir duquel ils peuvent dénoncer des responsables et revendiquer des droits. Ainsi, la dynamique de politisation en jeu dans les dispositifs participatifs conduit à produire de nouveaux collectifs politiques. Le processus de réaffiliation politique mis en jeu lors de la constitution de ces collectifs est particulièrement perceptible dans le second parcours exposé ci-après.

Participation institutionnalisée et réaffiliation politique

En 2005, Martin Witte est l'un des membres les plus anciens du conseil des habitants. Il participe aux réunions depuis l'appel lancé par l'équipe du management de quartier lors de la première conférence organisée en avril 2000. Dans le premier entretien que je mène avec lui, il décrit en ces termes les circonstances dans lesquelles il se rend à cette conférence :

> Cécile C. – Comment en êtes-vous venu à vous investir dans le quartier ? Vous m'avez parlé d'une conférence en 2000, puis de la création du conseil des habitants : comment en êtes-vous venu à participer à tout ça ?
> Martin – Je crois que c'était d'abord lié au fait que j'étais toujours intéressé quand on présentait quelque chose réalisé pour le quartier ; certains sont curieux, d'autres non. Il faut ajouter que, pour cette conférence de quartier en 2000, cela avait été très bien annoncé ; je me rappelle avoir trouvé une affiche accrochée dans mon entrée qui disait « le 13 avril, conférence de quartier, venez tous ». Mais je ne sais pas combien ils ont distribué d'affiches comme ça, la résonance était bien sûr limitée. Dans un article de la *Frankfurter Allgemeine*, j'ai lu qu'on avait prouvé statistiquement que les éléments actifs d'une population ne sont pas très importants, de sorte qu'on peut dire qu'ils ont mobilisé tous ceux qu'il était possible d'atteindre[13]. Il y a aussi d'autres groupes dans le quartier. Bizarrement, ce sont des groupes de partis ou de syndicats [...] qui ne font plus que se servir eux-mêmes. Je vais régulièrement aux assemblées politiques pour les élections, que ce soit organisé par le SPD, le PDS ou encore d'autres groupes, bon, le CDU est plutôt dans le sud, concentré dans la zone pavillonnaire. Partout, il y a une structure comme ça. Aucun d'entre eux ne représente vraiment les autres, aucun. Donc il y en a qui viennent du groupe local du SPD ou du PDS, « nous représentons notre parti, nous voulons travailler avec vous », certains ont même encore leur livret d'adhérent dans leur poche et sont complètement marqués par la vision du monde du parti. Mais il y a une chose bizarre qui m'irrite vraiment, parce que du temps où le parti jouait encore un rôle dans ma vie, c'est-à-dire pendant la RDA, l'une des premières obligations des adhérents était qu'ils s'investissent publiquement sur leur lieu de résidence. Par exemple, pendant les actions de

[13] Martin Witte fait référence aux propos de Monica Schümer-Strucksberg, ancienne directrice du programme « Ville sociale » au *Senat* de Berlin, cités par une journaliste de la *FAZ* : « Aucune forme de participation ne permet d'atteindre plus de 2 % de la population. Et 2 % c'est déjà beaucoup. » Barbara Wieland, « Toter Kiez soll leben », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 octobre 2000, p. 22.

> jardinage dont je parlais tout à l'heure[14], quand on ne répondait pas à l'appel, et quand on croisait quelqu'un le dimanche, on se faisait rappeler à l'ordre : « Toi, en tant que camarade, n'as-tu pas honte de ne pas avoir jardiné avec tout le monde ? » Aujourd'hui, les adhérents des partis s'écoutent parler, ils parlent certainement aussi de la grande politique, est-ce qu'on doit faire tomber le chancelier ou ce genre de choses, c'est possible et c'est certainement aussi très intéressant et passionnant, mais cela ne nous apporte rien, parce que l'énergie dont nous disposons, nous devrions plutôt faire en sorte qu'elle ait un effet sur le quartier. Et maintenant que j'y réfléchis, c'est peut-être un peu exagéré, mais 10-12 personnes tout au plus sont venues à cette conférence. [...] À cette occasion, [...] ils ont fait circuler une liste de présence, ils voulaient savoir si on était prêts à collaborer dans un conseil des habitants. Alors je me suis inscrit, j'ai rentré mes coordonnées, les autres certainement aussi et l'agence du quartier nous a invités à la première réunion. [...] Alors au début c'était par curiosité – pourquoi devrais-je dire non ? – et c'est comme ça qu'on est resté là. (Entretien du 23 mars 2005,traduction de l'auteure .)

Ces propos montrent que Martin Witte n'en est pas à sa première expérience de prise de parole au moment où il répond à l'appel du management de quartier. Il participe régulièrement aux réunions électorales de sa circonscription. Depuis 1994, date à laquelle il perd définitivement son emploi de journaliste et suit une formation en communication, il contribue aussi régulièrement aux courriers des lecteurs des quotidiens nationaux et régionaux pour réagir au traitement médiatique des grands ensembles, du passé est-allemand ou de la réunification allemande. Comme il me l'explique au cours d'un entretien : « que quelqu'un soit accusé injustement, qu'il se passe quelque chose d'anormal ou qui contrevienne aux intérêts de la population, aussitôt je m'exprime, que je sois ou non directement concerné » (*ibid.*,). Pourtant, il reçoit l'annonce de la première conférence de quartier moins comme une possibilité supplémentaire de prendre la parole que comme une injonction, c'est-à-dire moins comme un droit que comme un devoir (« pourquoi devrais-je dire non ? ») : à cette époque, aucune raison légitime ne semble pouvoir justifier à ses yeux un refus de participer. Il considère également l'absence des membres des partis politiques locaux comme un signe supplémentaire de la professionnalisation et de la corruption des dirigeants du PDS[15], qui avait motivé sa démission en 1991[16].

---

[14] Martin Witte fait référence aux actions menées par les communautés d'immeuble (*Hausgemeinschaften*). Ces organisations avaient été mises en place dans les immeubles par les comités de quartier (*Wohnbezirksausschuss*) du *Nationaler Front*, la fédération réunissant l'ensemble des partis et des organisations de masse de RDA. Officiellement, la fonction des communautés d'immeuble était « d'amener la politique dans les foyers ». Dans la pratique, elles mobilisaient les locataires pour l'entretien et la mise en valeur des espaces communs (jardins, entrées, escaliers) et encadraient la sociabilité entre voisins. Ces activités étaient organisées par un bureau composé d'une ou plusieurs personnes en fonction de la taille des immeubles (*Hausgemeinschaftsleitung*).

[15] *Partei des Demokratischen Sozialismus*. Ce parti est l'héritier du SED. En juin 2007, il a fusionné avec le WASG (*Wahlalternative zur sozialen Gerechtigkeit*) fondé en 2005 par des militants sociaux-démocrates et des syndicalistes déçus par la politique économique et sociale menée par le gouvernement de Gerhard Schröder.

[16] « La chose suivante est arrivée : dans la nuit, la police ouest-allemande, équipée de matraques et de voitures grillagées, a fait une descente au siège du parti [...]. But annoncé : empêcher des détournements de fonds, préserver les archives. [...] Je commençais mon service à la radio tôt le matin et j'ai aussitôt rédigé un commentaire contre cette procédure pour le début du programme. Je la trouvais illégitime et exagérée. Cela me faisait penser

Une première interprétation consiste à voir dans cette réponse le résultat d'un processus d'« alignement des cadres » (Benford & Snow, 2000) : l'appel du management de quartier réactive et met en exergue des slogans, motifs et croyances propres à la rhétorique participative de la période socialiste. L'expérience des communautés d'immeuble, à laquelle Martin Witte fait référence à travers l'évocation des actions de jardinage sous le régime socialiste, constitue un premier élément qui étaie cette hypothèse. Le thème de la mise en valeur de l'espace résidentiel, par lequel le management de quartier tente de mobiliser les habitants pour la conférence d'avril 2000, reprend ainsi explicitement le slogan du concours annuel auquel participaient ces communautés : « Que nos villes et nos communes deviennent plus belles – Participe[17] ! » Les entretiens menés avec d'autres habitants arrivés à Marzahn à la même époque que Martin Witte montrent cependant que les activités des communautés d'immeuble avaient pu être perçues de façon très différente : alors que les uns ne leur prêtaient aucune fonction politique et ne voyaient dans leurs activités aucun caractère obligatoire, d'autres y décelaient une forme de contrôle social et politique. Ainsi, Martin Witte prenait la rhétorique participative de la période socialiste bien plus au sérieux que la moyenne de ses concitoyens. Il faut donc chercher l'explication de la façon particulière dont il reçoit le discours participatif du management de quartier formulé après la réunification, dans son parcours social et militant avant celle-ci.

Le motif qu'il invoque pour justifier son inscription sur la liste des personnes prêtes à s'investir dans les activités du conseil des habitants (« pourquoi devrais-je dire non ? »), correspond en effet à celui que d'autres personnes de la même génération que lui avaient avancé pour justifier leur adhésion au SED ou à d'autres organisations de masse pendant la période socialiste (Wierling, 2002, p. 447-453). Pour les historiens, ce motif serait l'expression d'une forme de conformisme social (*Mitläufertum*), c'est-à-dire de la volonté de ne pas sortir du rang en adhérant formellement aux organisations de masse sans toutefois prendre une part active à leurs activités politiques. Or une telle analyse rend difficilement compte du cas de Martin Witte, pour qui la participation aux activités des communautés d'immeuble et, après la réunification, à la vie publique locale, fait partie des responsabilités qui incombent à tout adhérent d'un parti politique. À partir de l'analyse que Mary Fulbrook propose des formes d'exercice du pouvoir pendant la période socialiste, on peut interpréter ce motif comme le résultat des formes particulières d'échanges entre l'élite au pouvoir et les citoyens de la base (Fulbrook, 2005, p. 236-241). D'après elle, la monopolisation du pouvoir par l'élite politique du régime allait de pair avec une participation importante de la base à l'exercice concret et quotidien de ce pouvoir. Environ un sixième de la population est-allemande aurait ainsi participé à cet exercice en occupant, le plus souvent à titre bénévole, une grande variété de fonctions sur le lieu de travail ou de résidence, dans les écoles, les clubs de loisirs, etc. (Fulbrook, 2005, p. 236). D'après cette historienne, les citoyens est-allemands auraient eu d'autant plus intérêt à

---

aux pogroms qui avaient suivi l'incendie du Reichstag sous le IIIe Reich. Pour moi, les personnes qui étaient restées au PDS étaient là pour montrer au monde qu'ils avaient essayé, avec honnêteté et conviction et non pour leur propre intérêt, de construire et de défendre un système social humain en RDA. Je n'ai pas gardé mes illusions très longtemps. Ils ont vraiment détourné des fonds et aujourd'hui on est encore à la recherche d'une partie de l'argent. Alors j'ai rendu ma carte. On ne m'exploiterait et ne me mentirait pas une seconde fois. » (Courrier électronique du 12 novembre 2005).

[17] « *Schöner unsere Städte und Gemeinden – Mach mit !* »

occuper et à multiplier ces fonctions qu'elles leur auraient permis d'apporter la preuve de leur investissement en faveur du système socialiste et d'accéder ainsi aux biens de consommation rares distribués par le régime, comme un logement en grand ensemble (Fulbrook, 2005, p. 238). Si une telle hypothèse peut avoir un sens dans le contexte d'une dictature et d'une économie caractérisée par le manque, elle est difficilement transposable à la période postsocialiste pour rendre compte de la participation de Martin Witte aux activités du conseil des habitants : la référence qu'il fait aux propos de Monica Schümer-Strucksberg qu'il a lus dans un article de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* montre qu'il a parfaitement conscience d'évoluer dans une société où l'engagement représente désormais un coût individuel pour lequel l'État ou la société ne proposent aucune compensation.

Les deux interprétations avancées par les historiens pour rendre compte du motif par lequel des personnes appartenant à la même génération que Martin Witte, justifiaient leur adhésion aux organisations de masse socialistes, oublient la force normative de l'avènement annoncé du « socialisme réellement existant » dans les années 1970. Ces personnes considéraient que leur adhésion allait de soi parce que le choix contraire leur paraissait difficilement justifiable au regard des normes d'action qui avaient court dans les univers familiaux et professionnels dans lesquels elles avaient été socialisées. Dans les entretiens analysés par Dorothee Wierling, les personnes invoquent en effet ce motif en référence à une tradition familiale renforcée par la socialisation professionnelle : « J'étais dans le parti. Ça me vient de la maison. J'ai été élevée comme ça. [...] Et puis j'étais souvent avec des gens, ou bien, peut-être que c'était aussi comme ça aux archives [où je travaille], où tout le monde était au parti et où mes collègues m'ont donné l'exemple. En fait, je dois dire que je n'ai pas vraiment eu l'occasion de ne pas y entrer. » (Wierling, 2002, p. 448-449 ; je traduis.) Martin Witte est orphelin de père, il a été élevé par sa mère, ouvrière dans l'industrie sidérurgique, et par son grand-père qui, selon ses dires, avait fondé la section locale du parti communiste allemand (KPD) et fait campagne aux côtés de Karl Liebknecht dans l'entre-deux-guerres (entretien du 23 mars 2005). Il a mené l'ensemble de sa carrière de journaliste à la radio *Stimme der DDR* (*La Voix de la RDA*), un milieu professionnel qui se caractérise par une forte loyauté politique à l'égard du régime (Fulbrook, 2005, p. 206). Il rend compte de la même façon que la personne interrogée par Dorothee Wierling de son adhésion à l'organisation de la jeunesse est-allemande (*Freie Deutsche Jugend*) dans l'un des courriers électroniques qu'il m'a adressés :

> Cécile C. – Comment s'est passée ton adhésion à la FDJ : ça te semblait évident, tu y as longtemps réfléchi, tu as déposé ta demande avec enthousiasme ou bien on a dû te convaincre comme pour ton service militaire ?
> Martin – Ça a l'air idiot, mais j'étais déjà convaincu dès mon plus jeune âge. On n'avait donc plus à le faire. Le problème avec l'armée, c'était seulement que je ne pensais pas être l'homme qu'il leur fallait. [Suit le récit de son expérience du 17 juin 1953[18] dans la ville ouvrière de Hennigsdorf, située en banlieue de Berlin]. Dans ma famille, voici comment on m'a expliqué l'événement afin de me transmettre certaines valeurs : les ouvriers se sont battus contre leurs propres intérêts, se sont fait les instruments de leurs ennemis de classe, les ennemis du peuple industrieux, bien que, subjectivement, ils n'ont certainement cherché qu'à obtenir des améliorations pour eux-mêmes.

[18] Cet événement correspond à une importante révolte des ouvriers à Berlin et dans d'autres grandes villes est-allemandes, qui a failli faire tomber le régime et qui a été réprimée grâce à l'intervention des chars soviétiques. On pourra lire à ce sujet le roman de Stefan Heym, *5 Tage im Juni*, München, Bertelsmann, 1974, qui la relate.

> En s'appuyant sur cette expérience, on m'a appris à vivre dans l'État des ouvriers et des paysans, de telle sorte qu'une société plus juste puisse advenir. Pour ce faire, il y avait des organisations auxquelles j'ai été heureux d'adhérer, afin de contribuer au développement et à l'élaboration d'un ordre social meilleur, plus digne et plus utile à tous. (Courrier électronique du 10 novembre 2005.)

Par rapport à la génération militante précédente, celle à laquelle appartient Martin Witte, né dans l'immédiat après-guerre, justifie son adhésion aux organisations de masse en fonction du bien commun de la « cité domestique » (Boltanski & Thévenot, 1991, p. 116-126). On passe en effet d'un discours organisé par la description de l'avènement d'un monde nouveau (« cité inspirée ») à la référence aux traditions d'une lignée familiale et politique au sein du mouvement ouvrier. Cette évolution des normes de justification au sein des milieux communistes correspond à l'évolution de la structure sociale en RDA : la période de forte mobilité sociale des années 1950, au cours de laquelle des ouvriers pouvaient accéder à des postes d'encadrement sans forcément détenir les titres auparavant requis pour y parvenir, est suivie d'une phase de stabilisation de la reproduction sociale dans les années 1960 à 1980 : la promotion sociale est à nouveau conditionnée par le cursus scolaire et universitaire, le régime socialiste ayant cherché à moderniser son appareil économique et à favoriser le développement technologique en faisant évoluer son système d'enseignement (Kott, 2001, p. 159). D'origine ouvrière, Martin Witte accède à l'enseignement secondaire en école supérieure élargie (*Erweiterte Oberschule*)[19] qui conduit au baccalauréat, puis fait des études supérieures à l'école de journalisme de Leipzig. Se considérant lui-même comme un héritier des politiques de promotion scolaire du régime, il conçoit les formes de participation qui lui sont offertes comme un devoir à remplir plutôt que comme un droit à saisir : il les évalue en fonction de la définition du bien commun de la cité domestique, c'est-à-dire en fonction de la norme couramment disponible dans les univers familiaux, scolaires et professionnels au sein desquels il a été socialisé. Une telle interprétation pose cependant d'autres problèmes : comment expliquer que Martin Witte reçoive le discours participatif du management de quartier en fonction des mêmes normes que celles qui ont orienté sa participation aux organisations de masse pendant la période socialiste, alors qu'il n'est plus socialisé dans les milieux au sein desquels elles avaient cours depuis plusieurs années ? Faut-il conclure à l'inertie des structures sociales incorporées ? Les propos suivants de Martin Witte suggèrent une dernière hypothèse :

> D'un point de vue moral et psychologique, je peux dire ceci : la création du conseil des habitants de l'agence du quartier en 2000 a été pour moi comme un retour au pays après une longue absence, si tu comprends ce que je veux dire. On nous a toujours presque commandé, et le PDS aussi, d'entrer enfin dans la vieille RFA. J'ai compris cela comme une injonction à me soumettre et à m'assimiler. Je ne le voulais pas. Et personne, au sein du conseil des habitants, ne le voulait non plus, de sorte que nous nous sentions [dans ce conseil] comme « à la maison ». Chacun de ceux qui s'y investissent depuis le début avait déjà été socialement actif avant 1989 et était reconnaissant de pouvoir l'être à nouveau. En 1996, j'ai rencontré le mot « altruiste » pour la première fois. Je crois qu'il me correspond bien. Pour autant, si quelqu'un me qualifie de « communiste », je ne prends pas cela pour une insulte mais plutôt comme un synonyme du premier terme. Néanmoins, je me garde bien d'en

[19] Équivalent du lycée en France.

> faire une règle pour l'ensemble des personnes qui se disent communistes aujourd'hui. (Courrier électronique du 12 novembre 2005.)

À partir de l'analyse des motivations de l'engagement dans les mouvements sociaux en termes d'« identité », proposée par Alessandro Pizzorno (1990), on peut faire l'hypothèse que le discours participatif du dispositif de management de quartier a d'autant plus d'efficacité sur Martin Witte qu'il répond à un besoin de recréer des liens de solidarité et de reconstituer des certitudes normatives mises à mal après la réunification. Martin Witte est en effet coupé de l'ensemble de ses attaches sociales à l'extérieur du quartier lorsqu'il se voit offrir la possibilité de participer à ce nouveau dispositif. De plus, les conditions dans lesquelles il perd son emploi en 1994 le placent dans une situation d'incertitude quant aux normes qui ont habituellement guidé son action, car elles ont été publiquement disqualifiées lors de son licenciement[20]. Dans le dernier extrait d'entretien cité, l'équivalence tracée entre le terme de « communiste » et celui d'« altruiste » montre que le discours proposé par le dispositif du management de quartier, en réactivant certains éléments de la rhétorique participative propre au régime socialiste, revalorise une partie de ces normes (en particulier celles de la solidarité ou du don de soi pour la collectivité) en les inscrivant dans un nouveau registre de justification (le registre civique) et fait ainsi du conseil des habitants un cadre de socialisation dans lequel Martin Witte peut concevoir son action présente dans la continuité de son engagement politique passé.

*

L'entrée biographique que je viens d'adopter pour rendre compte des parcours de Jörg Bischof et Martin Witte relativise les résultats des travaux allemands sur les politiques urbaines berlinoises, qui concluaient à une individualisation des expériences d'urbanisme participatif menées depuis le début des années 1990. Contre toute attente, on observe que la participation institutionnalisée, promotrice de cette individualisation, offre au contraire à d'anciens communistes comme Martin Witte, mais aussi à des habitants moins politisés comme Jörg Bischof, de nouveaux espaces d'engagement, au sein desquels ils politisent leur expérience individuelle. Les dispositifs participatifs mis en place dans le quartier nord de Marzahn au début des années 2000 ont ainsi réactivé un vivier d'anciens militants disposés à s'engager et acculturés à la prise de parole en public, ainsi que quelques habitants plus éloignés de la politique.

En offrant un cadre permettant à de nouveaux collectifs de se constituer, les dispositifs participatifs ont d'abord eu un effet sur la morphologie sociale du grand ensemble de Marzahn. Le conseil des habitants a ainsi été le fer de lance de la contestation d'un programme de restructuration urbaine, lancé en 2002, qui prévoyait la démolition d'environ 2000 logements (Cuny, 2007). Si cette mobilisation n'a pas empêché toute démolition, elle a contribué à élargir le cercle des acteurs impliqués dans le processus de décision et elle a permis à d'autres solutions d'émerger. Pour autant, je n'ai pas insisté

---

[20] Martin Witte a perdu définitivement toute possibilité d'exercer comme journaliste après avoir été auditionné par une commission interne au service public de radio-télédiffusion, qui était chargée d'enquêter sur le passé des journalistes est-allemands. Les activités de Martin Witte mises en cause lors de cette audition concernent une série de rapports qu'il avait rédigés à la demande d'un officier de grade supérieur sur un soldat dont il avait la responsabilité pendant son service militaire. La commission ayant établi que ces rapports avaient été faits pour le compte de la police politique est-allemande (Stasi), Martin Witte a été licencié quelques mois après son audition.

dans cette contribution sur la capacité de ces dispositifs à transformer les choix politiques. J'ai plutôt considéré les effets, moins spectaculaires mais certainement plus durables, de sa réception.

Au-delà du cas singulier pris en examen, mon analyse montre que les modèles, les discours ou les instruments d'une politique urbaine – incarnés ici dans les dispositifs participatifs mis en place dans le cadre des politiques berlinoises – ne circulent pas seulement avec les professionnels chargés de leur mise en œuvre, qui les transposent d'un contexte à l'autre. Certaines des continuités inattendues qui se tissent entre deux expériences sociales *a priori* déconnectées dans le temps et l'espace se construisent au moment de la réception : dans le quartier nord de Marzahn, ce sont les habitants qui établissent un lien avec leur passé, afin de donner du sens à une action et à une trajectoire dont les conditions sociales, politiques et institutionnelles ont été profondément transformées par la réunification allemande. Ainsi, ce sont les trajectoires sociales de déclassement, les modes de socialisation politique et militante pendant la période socialiste mais aussi les conditions d'accès au grand ensemble et les pratiques résidentielles pendant cette période, qui permettent d'expliquer qu'un dispositif pourtant conçu pour individualiser la prise de parole, génère finalement de nouveaux collectifs.

Enfin, l'analyse de la réception des différents dispositifs mis en place dans le grand ensemble de Marzahn révèle l'hétérogénéité urbaine et sociale des quartiers ciblés par le programme fédéral « villes sociales », quartiers pourtant réunis dans ce programme sous la même catégorie de « quartiers présentant un besoin de développement » (« *Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf* »). Alors que les sociologues allemands qui s'intéressent aux transformations des quartiers centraux de l'ancien Berlin-Est insistent sur l'individualisation des processus de participation, j'observe un résultat inverse pour le cas de Marzahn, où les objectifs, principes, méthodes et acteurs sont les mêmes que dans certains quartiers du centre. Là encore, ces différences s'expliquent par l'histoire sociale, politique et institutionnelle qui singularise le peuplement de chaque partie de la ville. Ces histoires sont occultées par les catégories uniformisantes de l'action publique. Elles se laissent mieux saisir à travers les archives et les biographies des individus que par un monitoring statistique, même répété à intervalles réguliers, qui tend à enfermer ces derniers dans les limites arbitraires d'un territoire administratif. La méthode d'analyse mobilisée dans cette contribution invite donc aussi à reconsidérer les outils et instruments d'orientation et d'évaluation des politiques publiques urbaines, qui restent peu sensibles aux mobilités et aux histoires locales.

Bibliographie

BACQUE Marie-Hélène & SINTOMER Yves (2001), « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 2, p. 217-249.

BENFORD Robert & SNOW David (2000), « Framing Processes and Social Movements: an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, nº 26, p. 611-639.

BERNT Matthias (2003), *Rübergeklappt : die « behutsame Stadterneuerung » im Berlin der 90er Jahre*, Berlin, Schelzky und Jeep.

BODENSCHATZ Harald (1987), *Platz frei für das neue Berlin: Geschichte der Stadterneuerung in der größten Mietskasernenstadt der Welt seit 1871*, Berlin, Transit.

BOLTANSKI Luc & THEVENOT Laurent (1991), *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

CUNY Cécile (2014), *Changement urbain et démocratie participative à Berlin : ethnographie du grand ensemble de Marzahn*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

— (2010), « La participation des habitants à la rénovation des grands ensembles de Marzahn (Berlin-Est) dans les années 1990 : un exemple de "transplantation" », dans Marie-Hélène Bacqué & Yves Sintomer (dir.), *La Démocratie participative inachevée*, Paris / Gap, Adels / Yves Michel, p. 173-190.

— (2007), « L'action collective en situation de déclassement : le cas d'une mobilisation de locataires dans un secteur de grands ensembles à l'Est de Berlin », dans Magali Boumaza & Philippe Hamman (dir.), *Sociologie des mouvements de précaires : espaces mobilisés et répertoires d'action*, Paris, L'Harmattan, p. 105-129.

FULBROOK Mary (2005), *The People's State: East German Society from Hitler to Honecker*, New Haven / Londres, Yale University Press.

HANNEMANN Christine (éd.) (2001), *Großsiedlungen Ost – Vom bevorzugten und bevorzugenden zum benachteiligten und benachteiligenden Wohngebiet*, Berlin, Humboldt Universität zu Berlin / Institut für Sozialwissenschaften.

HÄUSSERMANN Hartmut, HOLM Andrej & ZUNZER Daniela (2002), *Stadterneuerung in der Berliner Republik: Modernisierung in Berlin-Prenzlauerberg*, Opladen, Leske + Budrich.

HÄUSSERMANN Hartmut & KAPPHAN Andreas (2000), *Berlin: von der geteilten zur gespaltenen Stadt?*, Opladen, Leske + Burdich.

HIRSCHMAN Albert (1995), « Défection et prise de parole dans le destin de la RDA », dans *Un certain penchant à l'autosubversion : essais*, Paris, Fayard, p. 19-68.

KAHL Alice (2003), *Erlebnis Plattenbau, Eine Langzeitstudie*, Opladen, Leske + Budrich.

KELLER Carsten (2005), *Leben im Plattenbau, Zur Dynamik sozialer Ausgrenzung*, Francfort-sur-le-Main, Campus.

KOTT Sandrine (2001), *Le Communisme au quotidien : les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin.

LOZAC'H Valérie (2008), « L'ancienne RDA : un laboratoire pour la réforme de l'action publique locale ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, nº 4, p. 13-31.

PASSERON Jean-Claude & REVEL Jacques (2005), « Penser par cas : raisonner à partir de singularités », dans Jean-Claude Passeron & Jacques Revel (dir.), *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 9-44.

PIZZORNO Alessandro (1990), « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, nº 9, p. 74-80.

RIETDORF Werner (1997), « Genesis, Status und Perspektive ostdeutscher Großsiedlungen », dans Werner Rietdorf (éd.), *Weiter wohnen in der Platte: Probleme der Weiterentwicklung großer Neubaugebiete in den neuen Bundesländern*, Berlin, Sigma, p. 11-57.

RÖCKE Anja & SINTOMER Yves (2005), « Les jurys citoyens berlinois et le tirage au sort : un nouveau modèle de démocratie participative ? », dans Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey & Yves Sintomer (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p. 139-160.

SCHÜMER-STRUCKSBERG Monica (1997), « Fünf Jahre Berliner Großsiedlungsstrategie: Bilanz und Ausblick », dans Werner Rietdorf (éd.), *Weiter wohnen in der Platte: Probleme der Weiterentwicklung großer Neubaugebiete in den neuen Bundesländern*, Berlin, Sigma, p. 59-77.

SINTOMER Yves (2008), « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », dans Sezin Topçu, Cécile Cuny & Kathia Serrano-Velarde (dir.), *Savoirs en débat : perspectives franco-allemandes*, Paris, L'Harmattan, p. 75-93.

STATISTISCHES AMT DER STADT BERLIN (1990), *Statistisches Jahrbuch Berlin (Ost)*, Berlin.

TROM Danny (2001), « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », dans Daniel Céfaï & Danny Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 99-128.

WIERLING Dorothee (2002), *Geboren im Jahr Eins. Der Jahrgang 1949 in der DDR und seine historischen Erfahrungen : Versuch einer Kollektivbiographie*, Berlin, Links.

CECILE CUNY est sociologue et photographe, maîtresse de conférences en urbanisme à l'Université de Paris-Est Marne-La Vallée, rattachée au Lab'urba. Ses sujets de prédilection sont la démocratie participative, les politiques urbaines allemandes, les transformations sociospatiales de la métropole berlinoise, les recompositions territoriales du groupe ouvrier en France et en Allemagne ainsi que les méthodes visuelles. Elle a récemment publié *Changement urbain et démocratie participative à Berlin*, (Paris, Éditions de la MSH, 2014).